M.E.S., Numéro 142, Vol. 2, septembre – octobre 2025
https://www.mesrids.org
Dépôt légal : MR 3.02103.57117
N°ISSN (en ligne) : 2790-3109
N°ISSN (impr.) : 2790-3095

Revue Internationale des Dynamiques Sociales

Mouvements et Enjeux Sociaux

Kinshasa, septembre - octobre 2025

EFFET STIMULANT DE LA MARGE D'ENDETTEMENT SUR L'INVESTISSEMENT PUBLIC EN RD CONGO : UNE ANALYSE ECONOMETRIQUE

par

Béatrice LIPEMBU MANZINGO

Chef des travaux

Logas LOWENGA KOYAMONDJA

Attaché de recherche

(Tous) *Faculté des sciences économiques et de Gestion,*

Université de Kinshasa

Résumé

L'objectif de la présente recherche était d'analyser empiriquement l'impact de la marge d'endettement sur l'investissement public en République Démocratique du Congo, afin d'évaluer dans quelle mesure l'espace budgétaire disponible (résultant de la soutenabilité de la dette et de la discipline fiscale) constitue un levier de financement efficace du développement économique. À l'issu de l'estimation par le ARDL, il ressort que la marge budgétaire exerce un effet positif significatif, indiquant que les capacités de financement sont effectivement utilisées pour renforcer l'investissement en RDC durant la sous-analyse.

Mots - clés : *marge d'endettement, investissement, RDC, ARDL*

Abstract

The objective of this research was to empirically analyze the impact of the debt margin on public investment in the Democratic Republic of Congo (DRC), in order to assess the extent to which available fiscal space (resulting from debt sustainability and fiscal discipline) constitutes an effective lever for financing economic development. Following estimation using the ARDL (Analysis of the Debt Reduction and Development Framework), the results show that the fiscal margin has a significant positive effect, indicating that financing capacity is indeed being used to strengthen investment in the DRC during the sub-analysis period.

Keywords : *debt margin, investment, DRC, ARDL*

INTRODUCTION

L'investissement public apparaît aujourd'hui comme l'un des leviers essentiels de la politique économique dans le monde, tant pour soutenir la conjoncture que pour préparer l'avenir. Il joue d'abord un rôle de relance contra-cyclique, en injectant de la demande dans l'économie afin d'éviter ou d'atténuer les effets d'une récession, conformément au mécanisme Keysésien du multiplicateur d'investissement public. Il constitue un instrument de résilience, en finançant les infrastructures essentielles, notamment dans les domaines de la santé, de l'énergie et du numérique, pour renforcer la capacité des économies à absorber les chocs.

L'insuffisance de l'épargne nationale demeure l'une des contraintes majeures à la réalisation des investissements publics de grande envergure. Dans ce contexte, l'endettement apparaît comme une alternative rationnelle permettant aux États de mobiliser des ressources financières additionnelles pour financer des projets structurants à fort impact socioéconomique. Ce recours à la dette, lorsqu'il reste soutenable[1] et orienté vers des investissements productifs, peut générer un effet multiplicateur positif sur la croissance économique. En sens, l'endettement est étroitement lié avec la marge d'endettement, mais de nature inverse. En effet, la dette publique traduit le niveau d'endettement effectivement contracté par l'État pour financer ses déficits ou ses investissements, la marge d'endettement représente la capacité résiduelle dont dispose de même État pour s'endetter davantage sans compromettre la soutenabilité de ses finances publiques (Agenor & Montiel, 2015).

Ainsi, toute augmentation du niveau de la dette réduit mécaniquement la marge d'endettement, à moins que cette dette ne soit orientée vers des investissements productifs capables de stimuler la croissance économique et, par conséquent, d'élargir à moyen terme la capacité d'endettement future. L'effet stimulant de la marge d'endettement sur l'investissement public repose sur l'idée que lorsqu'un État dispose d'espace budgétaire suffisant (résultant d'une bonne gestion des finances publiques et d'un endettement soutenable), il peut accroître la dépense publique productive sans compromettre sa stabilité macroéconomique (Barro, 1990 ; Blanchard & Giavazzi, 2004).

Dans l'Union européenne, la gestion de la dette publique est strictement encadrée par le Pacte de stabilité et de croissance (PSC), adopté en 1997, qui fixe deux seuils : un déficit budgétaire inférieur à 3 % du

[1] Il faut note que la dette est soutenable lorsque le taux d'intérêt réel est inférieur au taux de croissance économique

PIB et un niveau de dette publique ne dépassant pas 60 % du PIB. Par conséquent, la marge d'endettement des États membres est institutionnellement limitée, ce qui réduit leur capacité à utiliser pleinement la dette comme instrument de relance économique, mais contribue à maintenir la soutenabilité budgétaire à long terme (Blanchard & Giavazzi, 2004). Toutefois, cette contrainte n'exclut pas un effet stimulant modéré mais réel de la dette sur l'investissement public lorsque celle-ci est utilisée de manière ciblée. Selon Blomer et al (2015), l'Allemagne, durant la période 2008-2010 face à la crise financière mondiale, avait assoupli les règles budgétaires afin de lancer un programme de relance axé sur les infrastructures, la recherche et l'énergie verte. Cette politique contracyclique, financée en partie par l'endettement, a permis de soutenir l'investissement public et d'accroître le PIB potentiel tout en consolidant, à moyen terme, la trajectoire de soutenabilité de soutenabilité de la Dette.

À l'inverse plusieurs pays de l'Europe du Sud tels que la Grèce, l'Espagne ou le Portugal, la forte accumulation de dettes au cours des années 2000, combinée à des déséquilibres structurels et à une faible croissance, a réduit la marge d'endettement et provoqué une crise de confiance des marchés financiers. La dette excessive est alors devenue une contrainte majeure, obligeant ces États à adopter des politiques d'austérité budgétaire qui ont freiné l'investissement public en Europe : lorsqu'il est soutenable et orienté vers des dépenses productives, il peut stimuler la croissance potentielle ; mais lorsqu'il dépasee les seuils de soutenabilité, il devient une contrainte structurelle limitant la capacité d'action publique (OCDE, 2022 ; FMI, 2023).

Dans le pays en développement, l'investissement public constitue un levier fondamental pour stimuler la croissance économique, réduire les inégalités sociales et améliorer les infrastructures de base. Il permet notamment de compenser les défaillances du secteur privé, souvent peu présent dans les secteurs sociaux à faible rentabilité immédiate. En République Démocratique du Congo (RDC), pays aux besoins d'investissement structural considérables, le niveau des dépenses d'investissement reste paradoxalement faible, malgré une croissance démographique rapide, une urbanisation galopante et un déficit chronique en infrastructures. Cette situation alimente une dynamique de sous-investissement, qui freine la transformation productive et la réalisation des Objectifs de Développement Durable (ODD).

Pareillement, la question de l'endettement public suscrite un intérêt croissant dans la gestion économique contemporaine. La dette publique est à la fois un outil de financement du développement et un risque potentiel de déséquilibre macroéconomique si elle devient insoutenable. C'est dans ce cadre que s'inscrit la notion de marge d'endettement public, entendue comme l'espace budgétaire résiduel qu'un Etat peut mobiliser avant d'atteindre un seuil critique de soutenabilité de sa dette. Cette marge conditionne la capacité de l'Etat à financer des investissements structurants tout en respectant les équilibres budgétaires. Dans le cas de la RDC, bien que le ratio dette/PIB reste relativement bas (inférieur à 25% en moyenne entre 2020 et 2023), la réalité budgétaire est marquée par une faible mobilisation des recettes fiscales, une volatilité des ressources est en vulnérabilité externe élevée. Cela suggère que la marge d'endettement est en pratique plus étroite que ne le laissent entendre les agrégats macroéconomiques standards.

Ce paradoxe congolais d'une part une faible dette apparente, d'autre part un sous-investissement chronique soulève une question de fond : la marge d'endettement influence-t-elle réellement la capacité de l'Etat congolais à investir dans l'économie réelle ? Autrement dit, le sous-investissement observé en RDC résulte-t-il d'une prudence budgétaire, qui peut également restreindre l'impact attendu des marges d'endettement sur l'investissement.

Dans cette perspective, la présente étude se propose d'examiner l'impact de la marge d'endettement public sur le niveau d'investissement public en RDC à travers une approche économétrique appliquée aux données macroéconomiques récentes. L'objectif est de mieux comprendre les déterminants réels du sous-investissement dans le pays et d'éclairer les marges de manœuvre disponibles pour renforcer les politiques publiques d'investissement à moyen terme.

I. REVUE DE LITTERATURE

Cadre théorique de l'impact de la marge d'endettement sur l'investissement public s'articule autour de trois mécanismes théoriques fondamentaux, à notre connaissance, à savoir : (i) canal de la capacité fiscale et effet de levier, (ii) canal institutionnel.

Le premier mécanisme, appelé approche Keynésienne, repose sur l'idée que la marge d'endettement reflète la capacité de l'Etat à mobiliser des ressources additionnelles pour financer ses investissements publics sans compromettre la stabilité budgétaire. Lorsqu'un pays dispose d'une capacité fiscale solide, l'endettement devient un véritable levier de croissance (Barro, 1990) ; (Agénor & Montiel, 2015).

Cette marge crée un espace budgétaire que l'Etat peut exploiter pour accroitre temporairement sa dette et financer des investissements productifs dans des secteurs stratégiques tels que les infrastructures,

l'éducation, la santé ou l'énergie (Keynes, 1936) ; (Giavazzi & Blanchard, 2004). Ces dépenses génèrent un effet multiplicateur keynésien, stimulant la demande globale à court terme et renforçant la capacité productive à long terme.

Le second mécanisme, approche néo-classique, met l'accent sur le lien entre la marge d'endettement et la soutenabilité budgétaire, laquelle détermine la crédibilité macroéconomique et la capacité d'un Etat à accéder durablement aux marchés financiers. Une dette publique maitrisée, maintenue en dessous du seuil critique de soutenabilité, inspire confiance aux créanciers et favorise l'obtention de financement à des conditions avantageuses (Reinhart & Rogoff, 2010) ; (Greiner, 2012). Cette confiance réduit le coût du capital et crée un environnement favorable à l'expansion de l'investissement public (FMI, 2020) ; (Banque mondiale, 2021). A l'inverse, un endettement excessif dégrade la perception du risque souverain, accroit les taux d'intérêt et limite la capacité d'investissement. La marge d'endettement agit donc comme un indicateur de viabilité budgétaire : plus elle est large et gérée avec prudence, plus elle renforce la stabilité macroéconomique et la capacité de l'Etat à investir de manière soutenable (Akitoby, Clements , Gupta, & Inchauste, 2004).

Le troisième mécanisme, approche institutionnel, repose sur le rôle déterminant des institutions et de la gouvernance budgétaire dans la conversion de la marge d'endettement en investissement public efficace. Une gestion transparente et responsable de la dette favorise une allocation efficiente des ressources vers des détournements de fonds (Acemoglu & Robinson , 2012) ; (Monga, 2014). La qualité institutionnelle, à travers la transparence budgétaire, le contrôle parlementaire et la reddition de comptes, détermine la capacité de l'Etat à transformer l'endettement en capital productif. Dans les pays en développement, notamment en Afrique, la faiblesse des institutions publiques explique souvent que les marges d'endettement disponibles n'aient pas conduit à des gains de productivité durables (Fosu, 2018) ; (Banque mondiale, Africa's Pulse : Leveraging debt for growth , 2022).

Stefaan et al. (2011), dans leur étude « allégement de la dette en République Démocratique du Congo, évaluation d'une pierre angulaire de la reconstruction », stipulent que les enjeux de l'endettement externe d'un pays ont été mis en lumière récemment par la crise la dette grecque. Tout le monde comprend mieux à présent que le règlement d'une dette publique et publiquement garantie (PPG) soumet un pays à d'immenses problèmes.

Les recettes budgétaires sont freinées et le déficit budgétaire augmente, ce qui nécessite la diminution des dépenses. On en arrive ainsi à une spirale de décroissance, d'appauvrissement et de désinvestissement encore plus néfaste pour une économie (Monga, 2014). La RDC a expérimenté les deux manières de faire face à un problème de dette extérieure. Dans les années 1980, la RDC/Zaïre fut le premier pays africain auquel furent appliquées des politiques d'ajustement structurel. Celles-ci partaient de l'idée qu'un pays endetté devait se restructurer (assainir, diminuer les dépenses internes…). Après 2003, en revanche, la RDC est entrée, dans le cadre du programme des pays pauvres très endettés, dans une phase d'allégement de sa dette extérieure afin de stimuler les investissements. En 2010, elle a obtenu un allégement de plus de 90% de celle-ci. A ce stade, l'on peut parler de la reconstruction via l'accroissement des investissements nouveaux.

Imata et al. (2019), analyse la « dette publique et investissement privé en République Démocratique du Congo : effet de levier versus effet d'éviction », ils pensent de ce fait que les pays d'Afrique subsaharienne sont en fait caractérisés par des très faibles niveaux de croissance. La conséquence pour ces pays est que le service de la dette les prive des ressources importantes nécessaires au financement de leur développement et de leur investissement. La thérapie d'ajustement suggérée par les partenaires multilatéraux a pourtant contribué pour beaucoup à l'amplification de la pauvreté dans la plupart de ces pays par manque d'investissement dans les secteurs stratégiques (Traoré, 2005). Cela est vrai d'autant plus que pour la plupart de ces pays, le remboursement était délicat suite à une multitude des projets à réaliser et/ou dépenses à affronter par le pouvoir public sans avoir un mécanisme rationnel de mobilisation des recettes, alors la dette n'a fait qu'accroitre.

La banque mondiale (2021) analyse la « dynamique de la dette et ses conséquences » et explique que les programmes d'investissement public de grande envergure sont en grande partie responsables de la récente augmentation de la dette, en particulier chez les pays bénéficiaires du FAD (Fonds Africain de Développement). Cette corrélation positive entre déficit budgétaire et investissement public dans ces pays indique qu'une croissante de la dette publique a permis de financer d'ambitieux programmes d'investissements nationaux, dont les pays exportateurs de pétrole (Collier & Gunning , 1999). Alors que certains pays ayant emprunté pour financer des projets d'investissement, comme l'Ethiopie, le Kenya et le Rwanda, ont enregistré des taux de croissance élevés (Banque Mondiale, 2021), il est également démonté

que le lien entre le financement par emprunt et le rôle stimulant de l'investissement public dans la croissance est affaibli par une faible efficience, entraînant une dynamique du sous-investissement (Monga, 2014).

Lorsque les recettes sont inférieures aux dépenses, pourtant c'est le cas des pays en développement, le déficit qui en résulte peut-être financé par des emprunts intérieurs, des emprunts commerciaux extérieurs ou des emprunts concessionnels. La réaction du secteur privé (entreprises et ménages) commande la transmission et l'impact global de la hausse des investissements publics sur l'économie.

Plus loin, l'étude estime que certains pays, la mauvaise gouvernance et la faiblesse des capacités institutionnelles sont aussi responsables de la récente augmentation de la dette entrainant aussi le sous-investissement, néfaste pour l'activité économique.

Certains pays avaient aussi une « dette cachée », à savoir des obligations absentes des comptes publics, par exemples au Mozambique, au Cameroun et au Tchad où la découverte de « dettes cachées » a engendré une augmentation soudaine du fardeau de la dette. Les problèmes de gouvernance économique, la corruption et la mauvaise gestion ont été identifiés comme à l'origine des épisodes de surendettement récemment enregistrés en Gambie, en République démocratique du Congo et en République du Congo.

De plus, la mauvaise gestion des entreprises publiques a contribué à la récente accumulation de la dette. De nombreux pays africains ont enregistré, au cours des cinq dernières années, une détérioration de leur note selon l'évaluation de la politique et des institutions nationales de la Banque mondiale sur la gestion et la politique de la dette (Akitoby, Clements , Gupta, & Inchauste, 2004), alors que seuls quelques-uns se sont améliorés (Fosu, 2018).

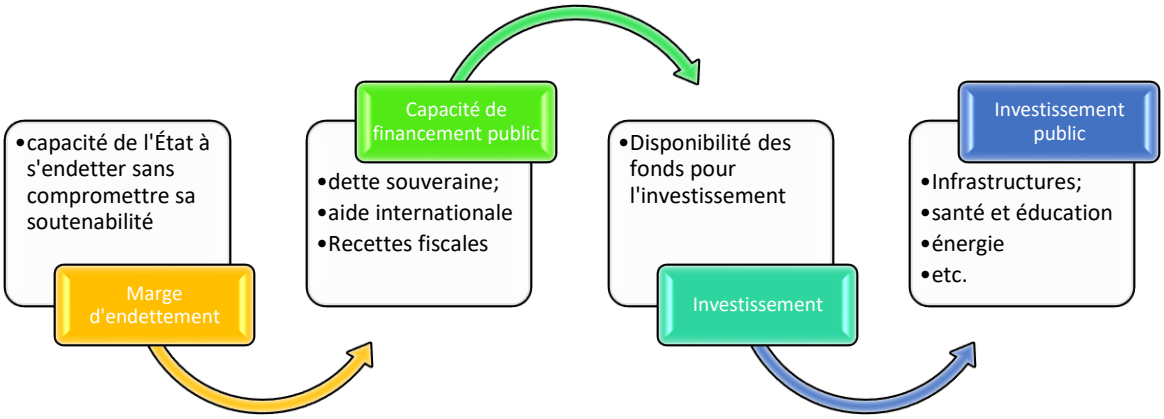
Des investissements publics importants et ambitieux, quoique nécessaires, ont largement contribué à l'augmentation récente de la dette, en particulier dans les pays à faible revenu (Baldacci, Gupta, & Mulas-Granados, 2011). Bien que les soldes budgétaires se soient détériorés dans la plupart des pays africains entre 2015 et 2020, il s'agissait principalement d'emprunts destinés à accroître les investissements.

Pour la plupart des pays, la part des investissements publics en capital dans le total des dépenses a augmenté plus rapidement que la part des dépenses courantes (FMI, 2020). Les bénéfices pour la croissance des investissements financés par la dette sont plus faibles en Afrique que dans les autres économies à revenu faible et intermédiaire (Banque mondiale, Africa's Pulse : Leveraging debt for growth , 2022). De récents modèles sur le lien dette-investissement-croissance élaborés par la Banque africaine de développement et le Fonds monétaire international (FMI) identifient des liens entre la dette et l'investissement dans les infrastructures sociales et économiques, en tenant compte de la segmentation du marché du travail (BAD & FMI, 2021). En augmentant simplement les rendements, les pays africains peuvent optimiser les résultats des investissements sans augmenter les dépenses. A l'avenir, le renforcement du lien dette-investissement pourrait jouer un rôle important dans la garantie de la soutenabilité de la dette sur le continent.

Dans le même ordre d'idée, Ngambo et al. (2019, Dans leur étude « impact de la dynamique de la dette sur la croissance économique et l'inflation : cas du Cameroun », conclut que cette étude fait une analyse des effets de la dynamique de la dette publique du Cameroun sur la croissance économique du pays et la politique monétaire en zone CEMAC. En utilisant un modèle à correction d'erreur vectoriel structurel (SVECM) sur les données allant de 1987 à 2015, les résultats montrent que la dette publique du Cameroun à court terme n'a pas d'effet ni sur l'inflation ni sur la croissance. Toutefois, elle expliquerait à long terme au plus 10% de la variation du taux d'inflation et au plus 20% de la variation du taux de croissance du PIB. En outre, une augmentation de 10% du ratio de la dette publique sur le PIB entrainerait à l'immédiat une baisse non significative de l'inflation et de la croissance du PIB. Tandis qu'à long terme, elle améliorerait la croissance de 1% et réduirait l'inflation de l'ordre de 0,13%.

A notre connaissance, à ce jour, aucun travail n'a abordé le lien entre la marge d'endettement et l'investissement en RDC, ce qui constitue la singularité de la présente recherche.

Figure 1. Cadre conceptuel



La marge d'endettement (capacité d'un Etat à s'endetter sans compromettre sa soutenabilité) peut, sous certaines conditions, accroître les recettes fiscales à moyen ou long terme. Une marge d'endettement bien exploitée permet de financer des projets d'infrastructures (routes, énergie) ou des secteurs productifs (agriculture, mines), stimulant la croissance économique.

II. POSITION EPISTEMOLOGIE ET METHODOLOGIE D'ANALYSE

Cet article vise à vérifier l'effet stimulant de la marge d'endettement sur l'investissement des agents économiques, qu'il s'agisse des entreprises, de l'État ou des ménages en RDC. Autrement, il s'agit d'établir une relation causale entre la capacité d'endettement et l'investissement productif, à partir de l'analyse de variables économiques quantitatives observables.

Cette orientation méthodologique inscrit cette recherche dans une démarche épistémologique positiviste, à dominante empirico-analytique, dans la mesure où elle repose sur l'observation de faits mesurables et sur la vérification d'hypothèses théoriques au moyen de tests empiriques visant à dégager une loi économique générale. Le modèle théorique adapté pour cette analyse est le modèle d'Accélérateur et facteurs Macroéconomiques, inspiré de Servén (2003) et se présente comme suit :

$$\mathrm{InvPub}_t = \beta_0 + \beta_1 \mathrm{Marg}_t + \beta_2 \mathrm{Inf}_t + \beta_3 \mathrm{Crois}_t + \beta_4 \mathrm{tch}_t \qquad (1)$$

Étant donné l'impossibilité d'inclure tous les facteurs explicatifs d'un phénomène dans un modèle et de saisir les relations complexes entre les variables, la spécification économique ajuste le modèle mathématique précédent en adoptant une approche probabiliste pour refléter ces nuances. Ci-dessous, nous avons repris le modèle économétrique.

$$\mathrm{InvPub}_t = \beta_0 + \beta_1 \mathrm{Marg}_t + \beta_2 \mathrm{Inf}_t + \beta_3 \mathrm{Crois}_t + \beta_4 \mathrm{tch}_t + \varepsilon_t \qquad (2)$$

Tableau 1. Description des variables

Variable	Description	influence attendue
InvPub_t	Niveau d'investissement public (% PIB ou en valeur réelle)	---
Marg_t	Marge d'endettement	Une plus grande marge d'endettement favorise l'investissement public
Inf_t	Taux d'inflation annuel	Une inflation élevée peut décourager ou retarder l'investissement
Crois_t	Taux de croissance du PIB réel	Une croissance plus forte soutient la dynamique d'investissement
tch_t	Taux de change ou sa volatilité	Une instabilité du taux de change peut freiner l'investissement

III. RESULTATS DE L'ETUDE

Les données mobilisées dans cette étude s'étendent sur la période 1994-2022 et ont été extraites de la base de données de la Banque mondiale (édition 2023). Les estimations et analyses économétriques ont été effectuées à l'aide du logiciel Eviews, version 10.

Le choix du modèle économétrique repose sur les résultats des tests de stationnarité, lesquels permettent de déterminer le degré d'intégration des variables. Si toutes les séries sont stationnaires en niveau [I(1)] mais Co intégrées, un modèle à correction d'erreur (VECM) ou un modèle ARDL s'impose afin de capter la dynamique de long et de court terme. Ainsi, les propriétés statistiques des séries conditionnent la structure du modèle et la validité des inférences économiques.

Tableau 2. Synthèse de résultats de stationnarité

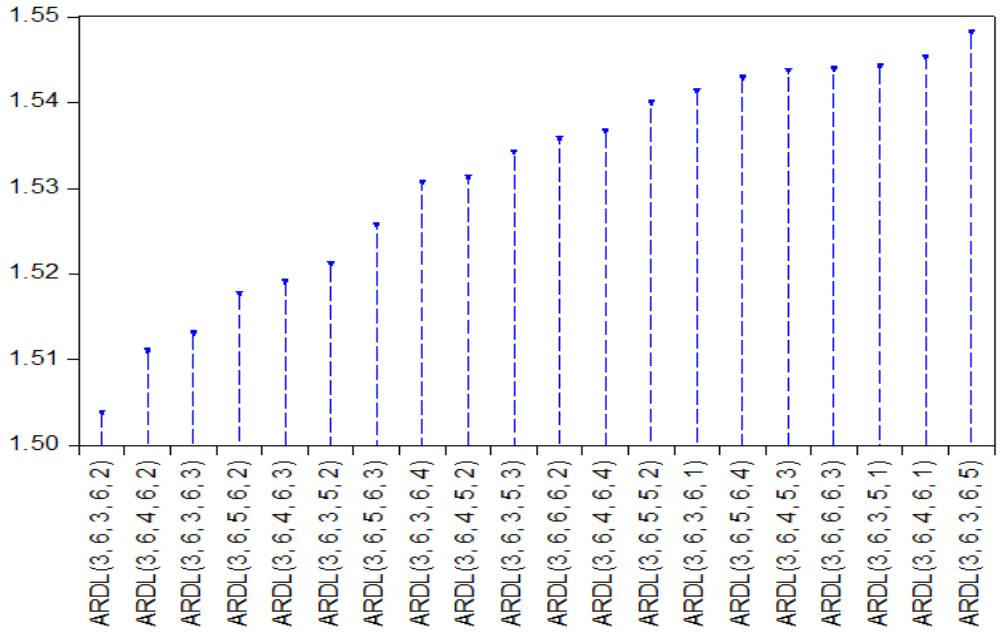
Variable	T-statictic	VCM (5 %)	Décision
InvPub	-3.308555	-3.453179	I(1)
Marge	-2.05645	-3.453179	I(1)
Infl	-2.91379	-2.8892	I(0)
Croiss	-2.662939	-3.453601	I(1)
Txch	-2.121324	-3.454032	I(1)

Les résultats du test de stationnarité indiquent que les variables InvPub, Marge, Croiss et Txch sont intégrées d'ordre un I(1), tandis que la variable Infl est stationnaire en niveau I(0). Cette combinaison de variables I(0) et I(1) justifie le recours à un modèle ARDL (Autoregressive Distributed Lag), particulièrement adapté aux séries présentant des ordres d'intégration mixtes.

$$\Delta InvPub_t = \varphi + \sum_{i=1}^{p} \propto_{1i} \Delta InvPub_{t-1} + \sum_{i=0}^{q1} \propto_{2i} \Delta Marg_{t-1} + \sum_{i=0}^{q2} \propto_{3i} \Delta Inf_{t-1} + \sum_{i=0}^{q2} \propto_{4i} \Delta Crois_{t-1} + \sum_{i=0}^{q2} \propto_{5i} \Delta tch_{t-1} + \beta_1 \Delta InvPub_{t-1} + \beta_2 \Delta Marg_{t-1} + \beta_3 \Delta Inf_{t-1} + \beta_4 \Delta Crois_{t-1} + \beta_5 \Delta tch_{t-1} + U_t$$

Où p et q_i représentent l'ordre de retard ; Δ est l'opérateur de différence première ; α_0 la constante ; $\alpha_1 \ldots \alpha_5$ représentent les effets à court terme ; $b_1 \ldots b_5$ représentent la relation de long terme et $u_t \sim$ iid $(0, \sigma)$ est le terme d'erreur.

Figure 2. Nombre optimal de décalages du modèle



D'après le graphique ci-dessus, le modèle ARDL (3, 6, 3, 6,2) est le plus optimal parmi les 20 modèles, car il a la plus petite valeur d'Akaike (AIC). Etant donné de variables intégrées dans cette recherche présentent des ordres d'intégration différents, le test de Co intégration aux bornes de pesaran a été utilisé. Les résultats du test de Co intégration aux bornes confirment l'existence d'une relation de cointégration entre nos variables, car la valeur de F-statistic (6,22) est supérieure au seuil critique (5%).

La force de rappel (-0,0097) est comprise entre -1 et 0, et statistiquement significatif au seuil de 1%, ce qui confirme le mécanisme à correction d'erreur (existence d'une relation de long terme entre les variables du modèle). Elle indique que les écarts à l'équilibre sont corrigés progressivement : en cas de déséquilibre, l'investissement public s'ajuste dans la direction de l'équilibre à un rythme modéré. Les variables explicatives retenues explicatives retenues permettent d'expliquer plus de 97% de la variation de l'investissement public, ce qui témoigne d'une forte cohérence interne du modèle et d'une bonne spécification.

Tableau 3 : Résultats de court et de long terme

	Résultats de court terme[2]		**Résultats de long terme**	
	Coefficient	**P-value**	**Coefficient**	**P-value**
C	**-**	**-**	5.588402*	0.0851
$InvPub_{t-1}$	0,3372795***	0,000		
$Marg_t$	0,03721867**	0,0089	0.072518***	0.008
Inf_t	0,0002726**	0,0339	0.020051	0.123
$Crois_t$	0,10528333**	0,0057	0.693234**	0.0364
Tch_t	0,0020965**	0,0184	0.005862***	0.0005
Coint_éq	-0.009685***	0,0000		
	F = 6,22	**R^2 : 0.976424**	**R^2 ajusté : 0.971446**	

*** significatif au seuil de 1%, ** significatif au seuil de 5%

L'investissement public présente une forte inertie, comme le montre le coefficient significatif de la variable retardée (InvPubt-1), estimé à 0,337. Cela indique qu'une partie substantielle de l'investissement actuel est expliquée par son niveau passé, traduisant une dynamique persistante dans les décisions d'investissement public. Ce résultat est économiquement intuitif, car les projets d'investissement s'inscrivent souvent dans des cycles pluriannuels.

La marge budgétaire exerce un effet positif et significatif sur l'investissement public à court (0,037) et à long terme (0,073). Cela suggère que lorsque l'État dispose d'une capacité de financement ou d'un excédent primaire, il tend à accroitre ses investissements. Ce lien est cohérent avec une logique de soutenabilité budgétaire, où les marges dégagées permettent de financer des projets sans compromettre l'équilibre macroéconomique.

L'inflation (Inf) à court terme a un effet positif très faible mais statistiquement significatif (coefficient de (0,00027). Cela reflété une dynamique nominale où les montants investis augmentent en valeur courante ou une réponse budgétaire à des pressions inflationnistes. Ce résultat mérite une interprétation prudente, compte tenu de la faible amplitude du coefficient. En revanche à long terme l'inflation ne joue pas un rôle significatif dans la dynamique de long terme de l'investissement public. Cela suggère que l'inflation n'est pas un déterminant structurel de l'investissement public, bien qu'elle puisse avoir des effets à court terme.

La croissance économique (croiss) apparaît comme un déterminant majeur de l'investissement public à court terme, avec un coefficient de 0,105. Ce résultat est à la fois économiquement significatif et statistiquement robuste. Il traduit le fait que les périodes de croissance sont propices à l'expansion des investissements publics, soit par effet d'investissements publics, soit par effet d'entraînement, soit par augmentation des recettes fiscales disponibles.

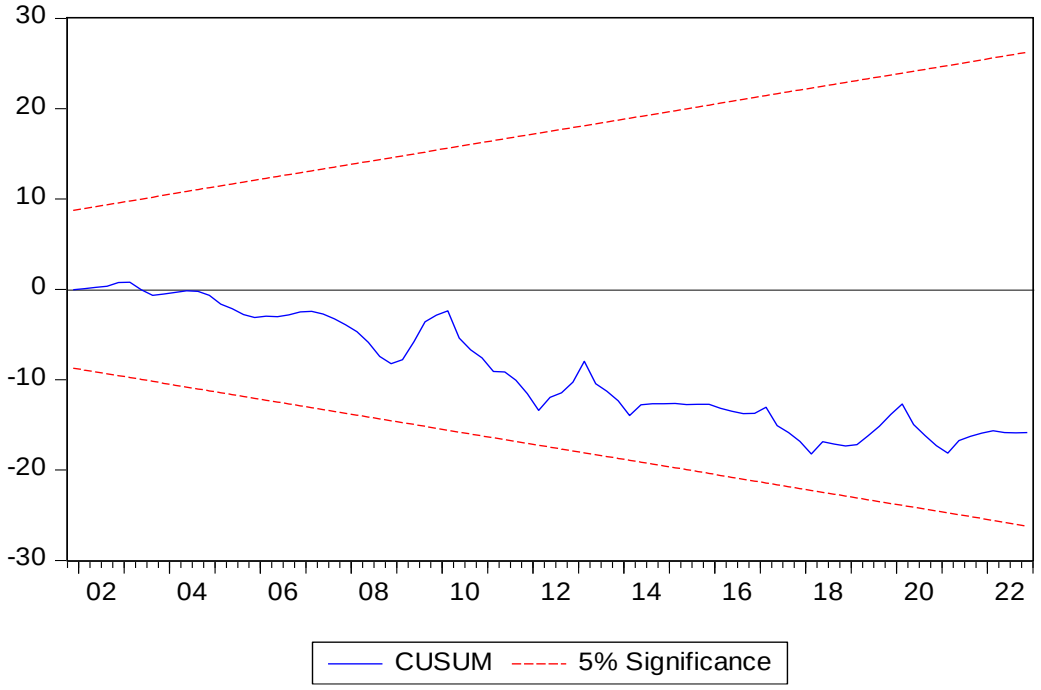
[2] Après avoir déterminé le nombre de décalages optimaux pour chacune des variables explicatives, nous avons eu recours au test de Wald afin de capter les effets cumulatifs des coefficients retardés. Pour plus de détails, se référer à Bofoya (2025), chapitre consacré au modèle à décalages.

Tableau 4 : Diagnostics du modèle

Hypothèse du test	Tests	Valeur	Probabilité
Autocorrélation	Breusch-Godfrey	0.008456	0.9916
Hétéroscédasticité	Breusch-Pagan-Godfrey	1.049901	0.4168

L'hypothèse nulle est acceptée pour tous ces tests. Notre modèle est ainsi validé sur le plan statistique. Le modèle ARDL (3, 6, 3, 6, 2) estimé est globalement bon. Afin d'évaluer la stabilité du modèle estimé, nous avons appliqué le test CUSUM. Le graphique correspondant montre que la courbe reste entièrement contenue dans les bandes critiques délimitées par les lignes en pointillé, ce qui indique que les coefficients du modèle sont stables dans le temps et que la structure des relations entre les variables ne présente pas de rupture significative sur la période analysée.

Figure 3 Résultats de stabilité du modèle



En somme, les résultats de différents tests de diagnostic ont conduit vers la validation de notre modèle ARDL (3, 6, 3, 6, 2) sur le plan statistique et économique.

CONCLUSION

L'analyse économétrique menée sur les déterminants de l'investissement public en République Démocratique du Congo (RDC) met en lumière un paradoxe budgétaire révélateur : malgré une faible dette apparente, le pays souffre d'un sous-investissement chronique. Ce paradoxe soulève une interrogation centrale sur la capacité réelle de l'Etat congolais à mobiliser ses marges d'endettement pour stimuler l'économie réelle.

Les résultats du modèle confirment que l'investissement public en RDC est fortement influencé par des facteurs structurels et conjoncturels. A court terme, l'inertie des décisions d'investissement traduit la nature pluriannuelle des projets publics. La marge budgétaire exerce un effet positif significatif, indiquant que les excédents primaires ou les capacités de financement sont effectivement utilisés pour renforcer l'investissement.

Une marge budgétaire élevée traduit la capacité de l'État Congolais à accroître ses dépenses publiques sans compromettre la stabilité macroéconomique ni la soutenabilité de la dette. Elle résulte généralement d'une combinaison vertueuse de plusieurs facteurs structurels. D'abord, une bonne mobilisation des recettes fiscales constitue la base d'un espace budgétaire solide. En élargissant l'assiette fiscale, en améliorant le recouvrement et en limitant les exonérations inefficaces, l'État augmente ses ressources internes, réduisant ainsi sa dépendance vis-à-vis de l'endettement extérieur. Ensuite, la maîtrise des dépenses courantes, notamment celles liées à la rémunération du personnel, aux subventions non ciblées et aux consommations administratives, permet de dégager des marges de manœuvre pour le financement de dépenses d'investissement productives. La discipline budgétaire, soutenue par une planification rigoureuse et une exécution transparente du budget, favorise donc l'efficacité allocative des ressources publiques.

Par ailleurs, un endettement soutenable, c'est-à-dire un niveau de dette compatible avec la capacité de remboursement de l'État et avec le maintien de la confiance des marchés financiers, contribue également à renforcer la marge budgétaire. Une gestion prudente de la dette, appuyée sur des analyses de soutenabilité et des stratégies à moyen terme, garantit une flexibilité financière nécessaire pour répondre aux chocs économiques sans déstabiliser les équilibres macroéconomiques (Agenor & Montiel, 2015). Enfin, la bonne gouvernance financière joue un rôle déterminant : la transparence budgétaire, la responsabilité fiscale et la reddition de comptes améliorent la crédibilité de la politique budgétaire et la confiance des partenaires techniques et financiers. Ainsi, une marge budgétaire élevée est l'expression d'une gestion saine, crédible et disciplinée des finances publiques, condition indispensable pour financer durablement l'investissement public et soutenir la croissance économique (OCDE, 2022).

Ces résultats appellent à une réflexion stratégique sur la gouvernance budgétaire en RDC. Le sous-investissement ne semble pas découler d'une prudence budgétaire excessive, mais plutôt d'une inefficacité dans l'allocation des ressources disponibles. L'Etat congolais dispose de marges d'endettement exploitables, mais leur impact est limité par des facteurs institutionnels, notamment la qualité de la dépense publique et la rigueur de la planification.

BIBLIOGRAPHIE

- Abdelbaki, H., & al. (2024). Impact de l'emploi, des investissements privés et publics sur le PIB marocain : Ministère de l'économie det des finances du Maroc / banque mondiale.
- Acemoglu, D., & Robinson , J. (2012). Why Nations Fail : The Origins of Power , Prosperity and Poverty. *Crown Publishers*.
- Agénor, P.-R., & Montiel. (2015). Public capital, growth and welfare : Analytical foundations for public policy. *Princeton University Press*.
- Akitoby, B., Clements , B., Gupta, S., & Inchauste, G. (2004). The cyclical and long-term behavior of government expenditures in developing countries. *IMF Working Paper, WP/04/202*.
- Baldacci, E., Gupta, S., & Mulas-Granados, C. (2011). How effective is fiscal policy in raising long-term growth? *Journal of Economic Studies, 38(4)*(477- 495).
- Banque mondiale. (2021). Dynamique de la dette et ses conséquences dans les pays en développement . Washington, DC.
- Banque mondiale. (2022). Africa's Pulse : Leveraging debt for growth . Washington , DC.
- Barro, R. (1990). Government spending in a simple model of endogenous growth. *Journal of Political Economy, 98(5)*(S103-S125).
- Collier, P., & Gunning , J. (1999). Explaining African economic performance. *Journal of Economic Literature, 37(1)*(64-111).
- FMI. (2020). Rapport sur la politique budgétaire en Afrique subsaharienne. Washington, DC.
- Fosu, A. (2018). Government spending and economic growth in developing countries : Evidence From panel data. *Oxford Economic Paper, 70(3)*(601-625).
- Giavazzi, F., & Blanchard, O. (2004). Improving The SGP through a proper accounting of public investment. *CEPR Discusion Paper, 4220*.
- Greiner, A. (2012). Debt and growth : Is there a non-linear relationship? *Economics Bulletin, 32 (3)*(2561-2571).
- Imata, A., & al. (2019). Dette publique et investissement privé en République Démocratique du Congo : effet de levier versus effet d'éviction. *Revue Congolaise d'Economie, 7(2)*(45-67).
- Keynes, J. (1936). The General Theory of Employment, Interest and Money.
- Monga, C. (2014). Debt, governance and growth : Lessons from Africa. *African Development Bank Working Paper Series, 195*.
- Ngambo , A., & al. (2019). Impact de la dynamique de la dette sur la croissance économique et l'inflation : cas du Cameroun. *Revue Camerounaise d'Economie de la Gestion, 12(3)*(33-58).
- Reinhart, C., & Rogoff, K. (2010). Growth in a time of debt. *American of Economic Review, 100(2)*(573-578).
- Stefaan , M., & al. (2011). Allégement de la dette en République Démocratique du Congo : évaluation d'une pierre angulaire de la reconstruction. Bruxelle : ECDPM/CTB.
- Traoré, A. (2005). Les politiques d'ajustement structurel en Afrique : Bilan et perpectives.